

## Politique migratoire

## Comment coordonner les actions?

- El Yazami plaide pour un espace permanent d'évaluation et de médiation

- Nécessité de l'implication des ONG à cause de leur maîtrise de la réalité du terrain

LA nouvelle politique migratoire, lancée par le Maroc suite aux orientations royales, entame sa troisième année. Une occasion pour faire le point sur l'implémentation de cette stratégie de régularisation et d'intégration des migrants en situation irrégulière. Pour Anis Birrou, dont le ministère a organisé le 3e Forum annuel de l'immigration, hier à Rabat, «cette rencontre permettra d'approfondir la réflexion autour des obstacles à aplanir et profiter des expériences et des bonnes pratiques à l'international». D'où l'importance de l'implication des ONG «qui avaient tiré la sonnette d'alarme et mis en garde contre certains écueils bien avant le lancement de la nouvelle stratégie», a rappelé Birrou. Surtout qu'elles procèdent «de la réalité de leur action sur le terrain», a-t-il ajouté. Même son de cloche chez Driss El Yazami, président du CNDH, qui a été à l'origine de cette nouvelle politique migratoire, suite au rapport alarmant soumis au Souverain en 2013.

Aujourd'hui, il est important de «faire des associations des acteurs majeurs de



Les intervenants lors de ce Forum ont rappelé le rôle de certaines ONG comme le GADEM ou des syndicats, notamment l'ODT, dans l'accompagnement des migrants avant la mise en place de la nouvelle politique migratoire (Ph. L'Economiste)

la politique migratoire», a-t-il noté. Anis Birrou et Driss El Yazami s'accordent à dire que leur implication doit se baser sur un travail en réseau. Mais un programme de mise à niveau est indispensable pour favoriser la réussite de cette démarche. «Il faut renforcer le rôle de ces associations, notamment via des actions de formation et de mobilisation du financement», a souligné le président du CNDH. Sinon, «la mise en œuvre de la politique migratoire sera boiteuse», a-t-il dit. Il a plaidé pour la mise en place d'un «espace permanent d'échange réunissant les pouvoirs pu-

blics, les ONG, les syndicats, le patronat et les chercheurs académiques». Pour lui,

il s'agit d'un organe qui pourra «assurer l'évaluation de la mise en œuvre de cette stratégie, mais aussi jouer un rôle de médiation, qui était nécessaire dans certains cas, comme lors des incidents ayant éclaté dans des quartiers de Tanger». Ceci s'inscrit dans la recherche de la cohérence des interventions des différents acteurs, dont le gouvernement, les associations ou encore l'Union européenne, qui réalise actuellement un diagnostic pour déterminer comment elle pourra appuyer ce processus.

El Yazami a également mis l'accent sur le caractère décisif de la scolarisation des enfants des migrants. «Si elle n'est pas mise en œuvre rapidement, les résultats seront catastrophiques dans quelques années, comme l'expérience l'a montré au niveau international», a-t-il alerté. □

M. A. M.

Pour réagir à cet article:  
courrier@leconomiste.com

groupe  
**ECO•MEDIAS**  
Recherche dans le cadre  
de son développement  
**JOURNALISTES (H/F)**